



**Consultation publique
Accès au Génie Civil de France Télécom
Du 17 décembre 2009 au 15 février 2010**

Réponse de COVAGE à la consultation publique



Question n° 1 :

COVAGE cautionne la démarche retenue par l'ARCEP. Il nous apparaît pertinent de prendre en compte à la fois les coûts liés à l'occupation des fourreaux par les câbles cuivre et par les câbles fibres optiques. Il est toutefois important de différencier les coûts liés à la fibre optique en fonction de sa situation dans le réseau : en amont ou en aval du point de mutualisation. Cela afin de ne pas créer un frein au déploiement du FTTH en France notamment dans les zones les moins denses. Le dispositif proposé par COVAGE est décrit dans la suite de cette réponse.

L'expérience de COVAGE est essentiellement située sur les agglomérations de taille moyenne et les départements. Sur les territoires où sont présentes les sociétés délégataires de COVAGE, le taux de couverture varie fortement en fonction de la densité de population, lorsque l'on se trouve dans le tissu urbain, la couverture du territoire au moyen d'offre de Génie Civil disponible est supérieure à 50% tandis qu'à l'inverse lorsque l'on se trouve en milieu rural, ce taux est inférieur à 50%.

Question N°2 : Valorisation des actifs

La méthode des coûts courants économiques pour la valorisation des infrastructures de génie civil semble répondre au mieux à la nécessité de prendre en compte à la fois la situation actuelle et la situation future du marché des Télécom tout en ne constituant pas un frein au déploiement du FTTx en France.

La méthode du « make or buy » consistant à rendre neutre la décision de louer ou de reconstruire va à l'encontre de la volonté de l'autorité d'éviter la multiplication des infrastructures de génie civil. Elle ne nous semble pas pertinente car insuffisamment incitatrice.

Il conviendra toutefois de prendre en considération dans l'application de la méthode qui sera retenue, que contrairement au dégroupage de la boucle locale cuivre qui ne nécessite pas d'investissement de la part des opérateurs alternatifs, la boucle locale optique nécessite des investissements (fourniture, pose et raccordement des câbles optiques dans les fourreaux loués) qui devront être pris en compte dans la valorisation des actifs.

N'oublions pas que la priorité actuelle est au déploiement rapide du FTTx en France, il faudra donc trouver une méthode d'allocation prenant également en compte les investissements à réaliser. Toutes incertitudes quant à l'évolution des prix d'accès au génie civil France Télécom risque de produire l'effet inverse.



Question N°3 : Partage des coûts entre la boucle locale et le réseau général

Il nous semble opportun de fixer une clé de répartition fixe entre le part liée à la boucle locale et le réseau général.

Il nous semble d'ailleurs peu judicieux de conserver la méthode de calcul actuelle qui se fait au prorata des kilomètres de câbles déployés, cette méthode entrainerait la création d'une fracture numérique sur l'accès au génie civil existant.

La desserte FTTx des communes rurales nécessite des linéaires de déploiement plus important que dans les zones urbaines, un coût au mètre linéaire ne favorisera pas un déploiement uniforme de la part des opérateurs.

COVAGE, propose dans un souci d'équité entre les diverses zones (rural et urbaine), de définir un forfait d'accès en amont et en aval du point de mutualisation à un tarif correspondant à la longueur moyenne du réseau général et de la boucle locale nécessaire au déploiement FTTx sur laquelle on appliquera les coûts obtenus à partir de la méthode d'allocation qui sera retenue.

Question N°4 : allocation des coûts aux longueurs de câbles

La méthode d'allocation des coûts aux longueurs à l'avantage d'être neutre vis-à-vis des caractéristiques physiques des différentes technologies, les câbles cuivres étant de diamètre plus important que les câbles optiques. Elle semble également représenter un bon indicateur de l'avancée du déploiement FTTH en France.

Elle est toutefois décorrélé du nombre d'accès commercialisés pour chaque technologie et peut entrainer un ralentissement des déploiements FTTH en France, notamment si la substitution de la boucle locale cuivre par une boucle locale optique n'est pas réalisée rapidement afin de permettre aux opérateurs de rentabiliser les investissements pour réaliser la desserte en optique d'une zone.



Question N°5 : allocation des coûts aux volumes de câbles

COVAGE utilise des câbles fibres optiques ayant un diamètre variant entre 8 et 18 mm en fonction de la capacité du câble. Pour des raisons techniques, nous préférons privilégier lorsque cela est possible la pose d'un seul câble dans une conduite ou sous-conduite. L'ajout de câbles sans sous-tubage entraîne des contraintes techniques supplémentaires lors du portage des câbles pour les opérateurs.

Cette méthode d'allocation risque d'entraîner la création de câble optique de plus en plus petit par les constructeurs et ainsi avoir des effets négatifs sur l'allocation des coûts liés aux câbles de la boucle locale cuivre jusqu'à ce que la transition du cuivre vers la fibre ait été entièrement réalisée.

Cette méthode d'allocation doit aussi prendre en compte la répartition entre la technologie PON et la technologie Point à Point afin de calculer le volume moyen d'occupation de la technologie Fibre.

La méthode d'allocation aux volumes « efficaces » peut être traitée sous deux angles différents :

- Afin de garantir une répartition efficace entre les deux technologies, il conviendrait de prendre en compte uniquement les câbles cuivres utilisés.
- Toutefois, dans l'optique d'accélérer la dépose des câbles « mort » et ainsi libérer de l'espace dans le génie civil, il peut être intéressant d'utiliser la méthode d'allocation aux volumes.

Question N°6 : allocation aux nombres d'accès commercialisés

L'allocation aux nombres d'accès commercialisés, nous semble être un bon indicateur de la montée en puissance des déploiements fibres optiques vis-à-vis des abonnements ADSL.

Afin de favoriser l'utilisation des infrastructures génie civil de France Télécom et de limiter la création d'infrastructures uniquement lorsque cela s'avère nécessaire, nous pensons qu'il est important que l'allocation des coûts tiennent compte du linéaire de génie civil utilisé ou du volume occupé mais également du nombre d'accès commercialisés pour chacune des deux technologies.

Question N°7 : Bilan et Illustration



Le pont de vue de COVAGE est proche de celui exprimé dans La synthèse de l'Autorité à la question précédente. Il est nécessaire de combiner les différentes méthodes d'allocation afin de favoriser le déploiement du FTTH en France.

Question N°8 : Tarification et facturation aux opérateurs

a) Tarification aux longueurs de câbles

Une allocation des coûts de génie civil basée uniquement sur les longueurs de câble à l'avantage de traiter les technologies point à point et PON sur un pied d'égalité et de ne pas favoriser une technologie au détriment de l'autre.

b) Tarification aux volumes de câbles

Cette tarification rend la technologie PON économiquement plus avantageuse et risque de favoriser le développement de cette dernière au détriment de la technologie Point à Point. Ce mode de tarification donne un avantage aux architectures PON.

Cette méthode a toutefois l'avantage d'éviter un surdimensionnement de la part des opérateurs qui entraînerait la saturation rapide des infrastructures de génie civil.

c) Tarification aux longueurs de sous-tubes

L'intégration des sous-tubes dans le calcul des volumes ne semble pas pertinent au regard de différentes technologies.

d) Tarification aux nombre d'accès FTTx

Cette solution aurait l'avantage d'être totalement neutre vis-à-vis des technologies PON et Point-à-Point.

Question N°9 : La solution préconisé par COVAGE



COVAGE adopte un positionnement neutre vis-à-vis des technologies, nos réseaux sont à la fois basés sur des technologies point-à-point pour tous ce qui concerne la desserte des entreprises et sur des technologies PON pour le FTTH Grand Public.

Toutefois l'utilisation d'une technologie est directement liée au cahier des charges de notre délégant et des engagements que nous avons pu prendre auprès de lui.

De notre point de vue, il est important que la tarification puisse tenir compte du nombre d'accès FTTH, cette solution présente d'ailleurs un double avantage, celle de ne pas tenir compte de la distance grâce à des tarifs permettant d'avoir un déploiement uniforme sur l'ensemble du territoire que ce soit en zone rural ou en zone dense.

COVAGE propose une révision annuelle des tarifs, une fois la valorisation de la part du coût de génie civil associé à la technologie fibre connue, il conviendra de répartir ce coût entre les opérateurs au prorata du nombre de prises commercialisées par chacun. Afin de ne pas engendrer des coûts à la prise très élevés pendant la phase de déploiement du FTTH, il conviendra de valoriser la part du coût de génie civil associé à la technologie fibre en prenant en compte des prises commercialisées.

Question N°10 : Différenciation du tarif selon les zones géographiques

Il est important de mettre en place, dès aujourd'hui, des règles qui permettront un déploiement indifférencié des différentes zones, quelles soient urbaines ou rurales.

Une approche telle que présentée à la réponse précédente avec un partage des coûts de l'accès au génie civil à la prise commercialisée, serait à notre sens une mesure incitative au déploiement des zones rurales. Cette mesure permettrait de gommer la différence au niveau coût récurrent entre les zones moins denses et les zones denses.

COVAGE rejoint le point de vue de l'autorité sur la variabilité des coûts du génie civil en fonction que l'on soit en zones denses ou en zones moins denses. Il faudra en



tenir compte dans la valorisation totale des fourreaux afin de déterminer un prix à la prise fixe quelque soit la zone

Question N°11 : Prise en compte du nombre d'opérateurs

COVAGE intervient sur le marché de gros en tant que mutualisateur d'infrastructure et essentiellement dans le cadre de réseaux d'initiative publique. Il est donc essentiel à nos yeux que les collectivités puissent continuer à jouer ce rôle de mutualisation afin de favoriser l'arrivée de plusieurs opérateurs FTTH sur les territoires.

La mise en œuvre de tarifs différenciés selon les zones de déploiement en fonction du nombre d'opérateurs devra permettre aux collectivités de continuer à jouer leur rôle mutualisateur dans les meilleures conditions économiques possibles.

Question N°12 : Gestion de la saturation

COVAGE partage l'analyse de l'Autorité.

Question N°13 : Propriété du génie civil reconstruit

En effet, COVAGE considère que les fourreaux construits pourraient être intégrés dans le patrimoine de France Télécom lorsqu'il s'agit de tronçons courts et discontinus. Mais qu'il doivent en revanche rester propriétaire du nouvel opérateur ayant besoin de beaucoup de ressources lorsqu'il constitue un segment cohérent.

Question N°14 : Facturation du génie civil reconstruit

COVAGE partage l'analyse de l'Autorité.